

RÉSUMÉ.

La rencontre de la loi et de la moralité : des réflexions sur la doctrine d'une Guerre juste

Cet article analyse la doctrine d'une Guerre juste d'un point de vue politique. Se concentrant sur le courant le plus puissant et le plus influent de la doctrine, celui du Catholicisme, l'article indique que l'étude de cette approche fait apparaître comment le droit international peut devenir directeur au lieu de purement et simplement le cadre dans lequel les hommes politiques doivent opérer.

À la base de la théorie catholique sur la guerre il y a cinq principes : une récusation de l'emploi de la violence pour résoudre un conflit, le droit de légitime défense contre une agression injuste, la condamnation morale d'une guerre offensive, le caractère illicite d'une destruction sans discrimination et de la mise à mort intentionnelle des non-combattants, et la proportionnalité. Ces principes centraux sont exprimés dans les neuf conditions pour une guerre juste.

Sept conditions traitent de la problématique du recours à la violence, *jus ad bellum*.

La première est une juste cause, ce qui exige que la justification de l'usage de la violence soit légitime. La cause légitime la plus reconnue dans le monde est le droit de légitime défense individuelle et collective. Une deuxième cause légitime, l'intervention, est moins généralement acceptée. Toutefois, les critères pour une guerre juste, c'est-à-dire « proportionnalité » et « les intentions justes », devraient suffire pour tempérer la crainte de l'abus d'une intervention. Autrement dit, l'effet conjugué des différents critères de légitimité permettrait d'évaluer une intervention par rapport à une autre. Malgré le soutien des premiers auteurs admettant, une guerre juste, les représailles sont repoussés comme cause juste, de même que les variantes modernes d'une guerre sante ou de guerres de libération nationale. Elles sont sujettes à une manipulation excessive à des fins politiques sans rapport avec leur légitimité.

Le deuxième critère est celui de l'autorité compétente, c'est-à-dire la condition que la guerre soit déclarée par ceux qui sont légalement compétents pour le faire. Une interprétation de ce critère adaptée aux circonstances est proposée. Cette autorité doit être déterminée en fonction de l'objectif qui est à la base de la doctrine d'une guerre juste, à savoir la sauvegarde de la justice. Quand un gouvernement agit conformément à l'intérêt de sa population, alors il possède la qualité d'autorité compétente. À l'inverse, quand il agit contre l'intérêt de ses citoyens, il ne la possède pas. En outre, quand un gouvernement opprime son propre peuple, il perd cette qualité au profit de la population qui, à son tour est fondée à faire tomber le gouvernement déclaré illégitime.

Le troisième critère — à savoir la justice comparative —, requiert l'appréciation de la valeur de ce qui est invoqué par chacune des parties. Il oblige à analyser de façon approfondie le conflit dans le but de déterminer si l'usage de la force qui a été fait par l'une d'elles, est juste.

De même, le quatrième critère — à savoir une intervention légitime —, exige, indépendamment du bien-fondé objectif de la raison pour laquelle la force a été

employée, que la partie qui y a recouru ait eu une motivation admissible. En d'autres termes, la juste cause est un critère objectif, tandis que l'intention correcte a un contenu subjectif. Bien que ce dernier critère permette une analyse plus complète du cas, il constitue un point faible de la doctrine. Est-il indiqué de ne pas tenir compte de la légitimité de certaines causes, en considérant que des Etats peuvent avoir été déterminés à agir pour des motifs moins élevés? Généralement, non. Tandis que les théologiens s'intéressent davantage aux intentions, les juristes du droit international fondent généralement leurs évaluations sur des éléments de fait.

Le cinquième critère — à savoir le dernier recours — exige que l'Etat ne fasse usage de la force qu'après avoir épuisé toutes les possibilités utiles en vue d'une solution pacifique du conflit. Une interprétation restrictive qui, par exemple, rendrait inadéquate une légitime défense anticipée, est rejetée. Par contre, il est avancé que le dernier recours n'exige pas des Etats qu'ils aient épuisé toutes les possibilités de solution; il requiert seulement qu'ils aient recherché celles qui étaient susceptibles de donner un résultat. Dès l'instant où ce qui a été fait est demeuré sans effet, il n'est pas exigé que l'on reçoive le premier coup.

Le sixième critère — à savoir la probabilité d'un succès — est destiné à prévenir un recours à la force irrationnel ou désespéré. La meilleure interprétation de ce critère est celle où les chances de succès sont calculées en tenant compte à la fois de la valeur qui doit être protégée et des dommages qui résulteraient de la poursuite de l'objectif légitime. C'est un principe de choix rationnel.

Le dernier des critères du *ius ad bellum* est la proportionnalité. Propre au droit international moderne, il implique que même une juste réaction à une action illégitime, doit être proportionnelle à la valeur qui doit être protégée. Il est à souligner que la doctrine de la guerre juste met en lumière la dimension morale de ce concept en rejetant l'analyse de probabilité purement statistique en faveur de facteurs tels que la part de dignité perdue par la communauté mondiale lorsque des êtres humains souffrent.

Les deux derniers critères de la doctrine de la guerre juste — proportionnalité et discrimination — concernent la conduite de la guerre, c'est-à-dire *le jus in bello*.

Tous deux font progresser dans le même sens les différences séculaires que l'on trouve dans le droit des conflits armés.

En définitive, la valeur de la doctrine de la guerre juste est qu'elle est constituée un ensemble de critères moraux qui peut servir comme un modèle d'interprétation dans l'application du droit international.

Elle nous détermine à réfléchir sur les principes qui sont à la base du droit international et elle nous conduit à rejeter le positivisme qui favorise la stagnation plutôt que l'évolution du droit.

En ce sens, elle est une doctrine qui appelle une réflexion attentive de la part des hommes politiques, des hommes de science, des juristes ainsi que des officiers des forces armées.

SAMENVATTING.

De samenloop van wet en moraal: bedenkingen bij de Just War Doctrine

Dit artikel analyseert de Just War Doctrine vanuit een politiek standpunt. Terwijl het zich concentreert op de strengste en meest invloedrijke peiler van de doctrine, dat van het katholicisme, voert het artikel aan dat de studie van deze benadering aantoonde hoe internationaal recht richtinggevend wordt in plaats van enkel en alleen te dienen als een raamwerk waarbinnen politici moeten opereren.

In de kern van de katholieke leer over oorlog zijn er vijf uitgangspunten: een vermoeden tegen het gebruik van geweld om een dispuut op te lossen, het recht van zelfverdediging tegen onrechtvaardige agressie, morele veroordeling van een offensieve oorlog, het ongeoorloofd zijn van een willekeurige vernietiging en het opzettelijk doden van niet-strijders, en de proportionaliteit. Deze centrale uitgangspunten worden uitgedrukt in de negen vereisten voor een rechtvaardige oorlog.

Zeven vereisten handelen over de problematiek van de toevlucht tot geweld, *jus ad bellum*.

De eerste, rechtvaardige oorzaak, vereist dat de onderliggende oorzaak voor het gebruik van geweld rechtvaardig is. De meest universeel erkende rechtvaardige oorzaak is het individuele en collectieve recht van zelfverdediging. Een tweede rechtvaardige oorzaak, de interventie, is minder algemeen aanvaard. Toch zouden de criteria van een rechtvaardige oorlog, dit wil zeggen «proportionaliteit» en «de juiste intentie» moeten volstaan om de angst voor het misbruik van een interventie te matigen. Met andere woorden, het synergie-effect van de verschillende criteria zou het moeten mogelijk maken interventie contextueel te evalueren tegenover interventie. Vergelding, niettegenstaande de verdediging door enkele vroege leerlingen van de rechtvaardige oorlog, is verworpen als een rechtvaardige oorzaak, net als moderne varianten van de heilige oorlog, zoals nationalistische oorlogen. Beide zijn onderhevig aan buitensporige manipulatie voor politieke in plaats van voor rechtvaardige oorzaken.

Het tweede criterium is dat van een bevoegde overheid, dit wil zeggen de vereiste dat de oorlog verklaard wordt door diegenen die daar wettelijk toe bevoegd zijn. Een contextuele interpretatie van deze maatstaf wordt voorgesteld. Gezag moet begrepen worden in de context van het onderliggende doel van de rechtvaardige oorlog doctrine, die rechtvaardigheid aanmoedigt. Wanneer een regering handelt overeenkomstig het belang van zijn bevolking, dan bezit het gezag. Omgekeerd, wanneer ze handelt tegen het belang van zijn burgers bezit ze dat niet. Daarenboven, wanneer een regering zijn eigen bevolking onderdrukt, verspeelt het zijn gezag aan de bevolking, die dan — op zijn beurt — dat gezag kan uitoefenen om de onwettig verklaarde regering ten val te brengen.

Vergelijkende rechtvaardigheid, het derde criterium, is een vereiste dat de verdiensten van de beide partijen worden beschouwd, het beantwoordt aan het doel om aan te dringen op een bondige analyse van het conflict en zo te bepalen of het gebruik van geweld door een van de partijen gerechtvaardigd is.

Evenzo vraagt het vierde criterium, de juiste intenties, onafgezien van de objectieve rechtvaardigheid van de oorzaak waarvoor geweld wordt gebruikt, dat de partij die ze ontplooit over een behoorlijke motivatie beschikt. Met andere woorden, daar waar rechtvaardige oorzaak een objectief criterium is, is juiste intenties, subjectief. Alhoewel dit een meer volledige analyse van de context mogelijk maakt, is het de zwakke schakel in de doctrine. Is het toegestaan om rechtvaardige oorzaken op te offeren aan het belang dat staten kunnen gemotiveerd zijn voor minder nobele objectieven? In de meeste gevallen, nee. Waar theologen belang stellen in intenties, zouden internationale juristen in het algemeen evaluaties moeten maken gebaseerd op de gevolgen.

Het vijfde criterium, de laatste toevlucht, eist dat de staat die tot geweld overgaat, eerst alle mogelijke middelen om het dispuut vreedzaam op te lossen uitput. Een enige interpretatie die, bijvoorbeeld, een vooruitlopende zelfverdediging ongepast zou maken, werd verworpen. In de plaats daarvan werd geargumenteed dat laatste toevlucht niet verlangt van de staten om alle mogelijke middelen uit te putten om tot een oplossing te komen; het vereiste alleen dat ze deze najagen die mogelijkerwijze leiden tot een oplossing. Eenmaal dat vruchteloos gedaan werd, is het niet verplicht om de eerste slag toe te dienen.

Kans op succes, het zesde criterium, is bedoeld om te vermijden irrationeel of zonder hoop zijn toevlucht te nemen tot geweld. De beste interpretatie van dit criterium is deze die de kansen van succes afweegt tegen de waarde die men tracht te verdedigen en de schade die zal voortvloeien uit het nastreven van het rechtvaardige doel. Het is het principe van de rationele keuze.

De laatste van de *ius ad bellum* criteria is proportionaliteit. Algemeen is het modern internationaal recht van oordeel dat zelfs een rechtvaardig antwoord op een onrecht evenredig moet zijn met waarde die men nastreeft te beschermen. Belangrijk te weten is dat de rechtvaardige oorlog doctrine de nadruk legt op de morele dimensie van het concept door de koele statische waarschijnlijkheidsanalyse te verwerpen ten voordele van het overwegen van zulke factoren als gedeeld verlies van waardigheid door de ganse wereldgemeenschap als mens lijden.

De laatste twee criteria van de rechtvaardige oorlog doctrine, proportionaliteit en discriminatie, staan in relatie met het voeren van oorlog, *ius in bello*. Beide vormen de wereldlijke varianten gevonden in het recht van het gewapend conflict.

Uiteindelijk is de waarde van de doctrine dat ze een reeks van morele criteria undelt die kunnen dienen als een model om de toepassing van het internationaal recht te interpreteren.

Het zet ons aan om te denken over de uitgangspunten die aan de grondslag liggen van het internationaal recht, en laat dus toe het positivisme te verwerpen dat stagnatie in laats van evoutie van het recht aanmoedigt.

In deze zin is het een doctrine waarover politici, geleerden, juristen en evenzeer de militaire officieren zorgvuldig moeten nadenken.

ZUSAMMENFASSUNG.

Wo Recht und Moral ineinandergreifen: Gedanken zum gerechten Krieg

Vorliegender Artikel analysiert die Lehre vom gerechten Krieg aus dem Blickwinkel der Politik. Die mächtigste und am stärksten formende Kraft dieser Lehre – den Katholizismus – in den Vordergrund rückend, wird von der These ausgegangen, daß eine eingehende Untersuchung dieses Denkansatzes Aufschluß darüber geben kann, wie sich internationales Recht über die bloße Vorgabe eines festen Handlungsrahmens für die politisch Verantwortlichen hinaus zu einer richtungsweisenden Größe entwickeln kann.

Den katholischen Lehrmeinungen über den Krieg liegen fünf zentrale Prämissen zugrunde: die Annahme, daß die Anwendung von Gewalt kein geeignetes Mittel zur Beilegung von Konflikten ist, das Recht auf Selbstverteidigung im Falle eines nicht gerechtfertigten Angriffs, die moralische Verwerfung des Offensivkrieges, die Unzulässigkeit wahlloser Zerstörung und der vorsätzlichen Tötung von Nichtkombattanten, und die Verhältnismäßigkeit. Diese zentralen Prämissen finden ihren Ausdruck in den neun Bedingungen, die den gerechten Krieg kennzeichnen.

Sieben dieser Bedingungen erstrecken sich auf den Aspekt der Anwendung von Gewalt, *ius ad bellum*.

Der erste, einen Krieg rechtfertigende Grund liegt vor, wenn der Zweck, auf den die Gewaltanwendung gerichtet ist, ein gerechter ist. Individuelle und kollektive Selbstverteidigung sind als Rechtfertigungen dieser Art am ehesten allgemein anerkannt. Ein geringeres Maß an allgemeiner Akzeptanz findet die Intervention als zweiter berechtigter Grund. Hier mögen jedoch die den gerechten Krieg definierenden Kriterien « Verhältnismäßigkeit » und « rechte Absichten » Befürchtungen hinsichtlich des Mißbrauchs von Interventionen unbegründet erscheinen lassen. Anders ausgedrückt – die Wirkung, die sich aus dem Zusammenspiel der verschiedenen Kriterien ergibt, sollte eine Bewertung von Interventionen in ihrem jeweiligen Gesamtzusammenhang erlauben. Vergeltung, auch wenn sie von einigen der frühen Autoren, die sich über den gerechten Krieg verbreitet haben, befürwortet wird, ist als Rechtfertigung für den Krieg abzulehnen, ebenso solche modernen Varianten des Heiligen Krieges wie die nationalen Befreiungskriege. In beiden Fällen sind Verfälschungen, die nicht um der gerechten Sache willen, sondern aus politischen Gründen vorgenommen werden, Tür und Tor geöffnet.

Das zweite Kriterium schreibt die Zuständigkeit amtlicher Autorität fest, d.h. stellt die Forderung, daß eine Kriegserklärung nur von rechtmäßig dazu befugten Stellen ausgehen darf. Die Auslegung dieser Norm sollte im Situationszusammenhang erfolgen. Autorität ist dabei in Verbindung mit der Zielsetzung zu sehen, die der Lehre vom gerechten Krieg zugrundeliegt – die Förderung von Gerechtigkeit. Eine Regierung, die die berechtigten Interessen des Volkes vertritt, besitzt Autorität. Umgekehrt ist sie, wenn sie den Interessen der Bürger zuwiderhandelt, ohne Autorität. Ebenso gilt, daß eine Regierung, die das Volk unterdrückt, jede Autorität an das Volk verliert, welches diese zurückgewonnene Autorität seinerseits nun dazu nutzen kann, die unrechtmäßige Regierung zu stürzen.

Die vergleichende Gerechtigkeit als drittes Kriterium erhebt die Forderung nach Berücksichtigung der berechtigten Anliegen beider Seiten. Dieses Kriterium erweist sich insoweit als hilfreich, als es eine umfassende Analyse des Konflikts erzwingt, damit festgestellt werden kann, ob die Anwendung von Gewalt durch eine Seite gerechtfertigt ist.

Ebenso erfordert das vierte Kriterium der rechten Absichten, daß, unabhängig von der objektiven Rechtmäßigkeit des Einsatzes von Gewalt, die gewaltanwendende Partei in angemessener Weise motiviert ist. Während die gerechte Sache also ein objektives Kriterium darstellt, handelt es sich bei den rechten Absichten um ein subjektives Kriterium. Obwohl dieses Kriterium eine umfassendere Analyse des Gesamtzusammenhangs erlaubt, stellt es im Rahmen der Lehre eine Schwachstelle dar. Ist es zulässig, aus Sorge darüber, daß Staaten nicht gerade edle Ziele verfolgen mögen, zu sagen, die Anwendung von Gewalt sei nicht gerechtfertigt? In den meisten Fällen — nein. Während die Theologen sich zu Recht für die Absichten interessieren, sollten die auf dem Gebiet des internationalen Rechts tätigen Juristen ihre Beurteilungen generell auf der Grundlage logischer Erkenntnisse vornehmen.

Das fünfte Kriterium — der letzte Ausweg — verlangt, daß der zuerst Gewaltmaßnahmen einsetzende Staat alle Möglichkeiten zur friedlichen Beilegung des Konflikts ausschöpft. Eine enge Auslegung dieses Kriteriums, nach der Beispielsweise die Selbstverteidigung in sicherer Erwartung eines Angriffes unzulässig wäre, ist abzulehnen. Vielmehr wird darauf verwiesen, daß die Staaten nach dem Kriterium des letzten Ausweges nicht gehalten sind, alle möglichen Mittel zur Lösung von Konflikten auszuschöpfen: sie sind lediglich verpflichtet, die Mitte anzuwenden, die Erfolg versprechen. Soweit solche Bemühungen ohne Ergebnis verlaufen, muß der erste Schlag nicht abgewartet werden.

Die Aussicht auf Erfolg als sechstes Kriterium soll dem irrationalen oder aussichtslosen Einsatz von Gewalt vorbeugen. Eine optimale Auslegung dieses Kriteriums läßt sich dadurch erreichen, daß man die Erfolgsaussichten sowohl gegen den Wert der zu schützenden Sache als auch gegen den Schaden, der im Zuge der Verfolgung eines gerechten Zieles zu erwarten ist, abwägt. Hierbei handelt es sich um ein Prinzip der rationalen Entscheidung.

Das letzte das *ius ad bellum* kennzeichnende Kriterium ist die Verhältnismäßigkeit. Im modernen Völkerrecht fest verankert, besagt dieses Kriterium, daß auch eine gerechtfertigte Reaktion auf erlittenes Unrecht in einem angemessenen Verhältnis zum Wert der zu schützenden Sache stehen muß. Es ist bezeichnend, daß die Lehre vom gerechten Krieg dem moralischen Aspekt dadurch besondere Geltung verschafft, daß ausschließlich auf statistischen Wahrscheinlichkeitsberechnungen basierende Analysen zugunsten der Gewichtung solcher Faktoren wie der Einbuße an Menschenwürde, die die Völkergemeinschaft als ganze angesichts menschlichen Leidens trifft, aufgegeben werden.

Die beide letzten die Lehre vom gerechten Krieg kennzeichnenden Kriterien — Verhältnismäßigkeit und Unterscheidung — nehmen Bezug auf die Kriegsführung, das *ius in bello*. Beide Kriterien schließen an die säkularen, im Kriegrecht festgelegten Varianten an.

Der Wert der Lehre ist letztendlich darin zu sehen, daß sie eine Reihe moralischer Richtlinien aufstellt, die als Interpretationshilfen in der Anwendung des Völkerrechts herangezogen werden können. Die Lehre regt dazu an, über die dem Völkerrecht zugrundeliegenden Prämissen nachzudenken; damit erlaubt sie es uns, der Selbstzufriedenheit, die eine Stagnation, jedoch keine Weiterentwicklung des Rechts fördert, zu entgehen. In diesem Sinne ist die eine Lehre, mit der sich Politiker, Wissenschaftler, Juristen und Offiziere gleichermaßen gründlich auseinandersetzen sollten.

RIASSUNTO.

L'incontro della legge con la moralità:
riflessione sulla dottrina d'una guerra giusta

Quest'articolo analizza la dottrina d'una guerra giusta da un punto di vista politico. Concentrandosi sulla corrente più forte e più influente della dottrina, quella del cattolicesimo, l'articolaista indica che lo studio del problema mostra come il diritto internazionale può diventare direttore invece di essere puramente e semplicemente il quadro in cui gli uomini politici debbono operare.

Alla base della teoria cattolica sulla guerra, vi sono cinque principi: un rifiuto dell'uso della violenza per risolvere un conflitto, il diritto di legittima difesa contro un'aggressione ingiusta, la condanna morale di una guerra offensiva, il carattere illecito di una distruzione indiscriminata e dell'uccisione volontaria dei non combattenti, la proporzionalità. Questi principi centrali sono espressi nei nove criteri per una guerra giusta.

Sette criteri riguardano la problematica del ricorso alla violenza, *jus ad bellum*.

Il primo consiste nella giusta causa, il che significa che la giustificazione del ricorso alla violenza deve essere legittima. La causa legittima più riconosciuta nel mondo è il diritto di legittima difesa individuale e collettiva. Malgrado il sostegno dei primi autori favorevoli alla guerra giusta, le rappresaglie sono respinte come causa giusta, così come le varianti moderne della guerra santa e delle guerre di liberazione nazionale. Esse sono soggette ad una eccessiva manipolazione a fini politici senza rapporto con la loro legittimità.

Il secondo criterio è quello dell'autorità competente, la condizione cioè che la guerra sia dichiarata da coloro che sono legittimati a farlo. E' proposta un'interpretazione di questo criterio adattata alle circostanze. Quest'autorità deve essere determinata in funzione dell'obiettivo che è alla base della dottrina d'una guerra giusta, e cioè la salvaguardia della giustizia. Quando un governo agisce conformemente all'interesse della popolazione, esso possiede allora la qualità di autorità competente. All'inverso, quando esso agisce contro l'interesse dei suoi cittadini, esso non la possiede. Inoltre, quando un governo opprime il suo popolo, esso perde questa qualità a profitto della popolazione che, a sua volta, è legittimata a far cadere il governo dichiarato illegittimo.

Il terzo criterio — cioè la giustizia comparativa — richiede un giudizio di valore su ciò che è invocato da ciascuna delle parti. Esso porta ad analizzare in modo approfondito il conflitto, allo scopo di determinare se l'uso della forza che è stato fatto da una delle parti è giusto.

Equalmente, il quarto criterio — cioè un intervento legittimo esige, indipendentemente dalla fondatezza obiettiva della ragione per la quale la forza è stata impiegata, che la parte che è intervenuta abbia una motivazione ammissibile. In altri termini, la giusta causa è un criterio obiettivo; mentre l'intenzione corretta ha un contenuto suggestivo. Quest'ultimo criterio, anche se consente un'analisi più completa del caso, costituisce un punto debole della dottrina. E' indicato di non tener conto della legittimità di certe cause, considerando che gli Stati possono essere stati determinati ad agire da motivi meno elevati? Generalmente, no. Mentre i teologi s'interessano di più alle intenzioni, i

giuristi del diritto internazionale fondano generalmente le loro valutazioni su elementi di fatto.

Il quinto criterio — cioè l'ultimo ricorso — esige che lo Stato non faccia uso della forza senza prima aver esaurito tutte le possibilità utili per una soluzione pacifica del conflitto. Un'interpretazione restrittiva che, per esempio, renderebbe non adeguata una legittima difesa anticipata, è respinta. Per contro, si è ritenuto che l'ultimo ricorso non esige dagli Stati che essi abbiano esaurito proprio tutte le possibilità di soluzione. Esso richiede solamente che essi abbiano cercato quelle che erano suscettibili di dare un risultato. Dal momento in cui quello che è stato fatto è risultato senza effetto, non è richiesto che si riceva il primo colpo.

Il sesto criterio — la probabilità di un successo — è destinato a prevenire un ricorso alla forza irrazionale o disperato. La migliore interpretazione di questo criterio è quella in cui le probabilità di successo sono calcolate tenendo conto contemporaneamente del valore che deve essere protetto e dei danni che risulteranno dal perseguimento dell'obiettivo legittimo. È un principio di scelta razionale.

L'ultimo dei criteri del *jus ad bellum* è la proporzionalità. Proprio al diritto internazionale moderno, esso implica che anche una giusta reazione ad un'azione illegittima deve essere proporzionale al valore che deve essere protetto. Va sottolineato che la dottrina della guerra giusta mette in luce la dimensione morale di questo concetto, respingendo l'analisi di probabilità puramente statistica in favore di fattori quali la parte di dignità perduta dalla comunità mondiale quando gli esseri umani soffrono.

Gli ultimi due criteri della dottrina della guerra giusta — proporzionalità e discriminazione — concernono la condotta della guerra, cioè lo *jus in bello*. Entrambi fanno progredire nello stesso senso le differenze secolari che si riscontrano nel diritto dei conflitti armati.

In definitiva, il valore della dottrina della guerra giusta è che essa costituisce un insieme di criteri morali che possono servire come un modello di interpretazione nell'applicazione del diritto internazionale.

Essa ci determina a riflettere sui principi che sono alla base del diritto internazionale e ci conduce a respingere il positivismo che favorisce la stagnazione piuttosto che l'evoluzione del diritto. In questo senso, essa è una dottrina che richiede una riflessione attenta da parte degli uomini politici, degli uomini di scienza, dei giuristi, non meno che degli ufficiali delle forze armate.

RESUMEN.

El encuentro de la Ley y de la moral: reflexiones sobre la doctrina de una guerra justa

Este artículo analiza la doctrina de una guerra justa desde el punto de vista político. Concentrándose en la corriente más potente y más influyente de la doctrina, la del catolicismo, el artículo indica que el estudio de esta aproximación hace ver cómo el Derecho internacional puede llegar a ser director, en vez de limitarse a ser el puro y simple cuadro en el que los hombres políticos han de operar.

En la base de la teoría católica sobre la guerra hay cinco principios: la recusación del empleo de la violencia para resolver un conflicto, el derecho de legítima defensa contra una agresión injusta, la condena moral de una guerra ofensiva, el carácter ilícito de una destrucción sin discriminación y de la muerte intencionada de no combatientes, y la proporcionalidad. Estos principios centrales se expresan en las nueve condiciones para una guerra justa.

Siete de esas condiciones se refieren a la problemática del derecho a la violencia, *ius ad bellum*.

La primera es una justa causa, lo que exige que la justificación del uso de la fuerza sea legítima. La causa legítima más reconocida en el mundo es el derecho de legítima defensa individual y colectiva. Una segunda causa legítima, la intervención, es menos aceptada universalmente. Sin embargo, los criterios para una guerra justa, es decir, «proporcionalidad» e «intenciones justas» deberían ser suficientes para atenuar los temores del abuso de una intervención. Dicho de otra manera, el efecto conjugado de los diferentes criterios de legitimidad permitiría evaluar una intervención por referencia a otra. A pesar de que los primeros autores admiten la guerra justa, las represalias son rechazadas como justa causa lo mismo que las variantes modernas de una guerra santa o de guerras de liberación nacional. Estas están sujetas a una manipulación excesiva a efectos políticos y sin consideración alguna sobre su legitimidad.

El segundo criterio es el de la autoridad competente, es decir, la condición de que la guerra sea declarada por los que legalmente son competentes para hacerlo. Se propone una interpretación de este criterio adoptada a las circunstancias. Esta autoridad debe estar determinada en función del objetivo que está en la base de la doctrina de la guerra justa, a saber, la salvaguardia de la justicia. Cuando un gobierno obra de acuerdo con el interés de su población, posee la cualidad de autoridad competente. A la inversa, cuando obra contra el interés de sus ciudadanos, no la posee. Además, cuando un gobierno oprime a su propio pueblo, pierde esta cualidad en beneficio de la población que, a su vez, está legitimada para hacer caer al gobierno declarado legítimo.

El tercer criterio — a saber, la justicia comparativa — requiere la apreciación del valor de lo que cada una de las partes invoca a su favor. Ello obliga a analizar el conflicto profundamente a fin de determinar si el uso de la fuerza que ha hecho uno de ellos fué justo.

De la misma manera, el cuarto criterio — a saber, una intervención legítima — exige, independientemente de la bien fundada objetividad de la razón por la que la fuerza se

ha empleado, que la parte que ha recurrido a ella haya tenido una motivación admisible. En otras palabras, la justa causa es un criterio objetivo, en tanto que la intención correcta tiene un contenido subjetivo. Aunque este último criterio permite un análisis más completo del caso, constituye sin embargo un punto débil de la doctrina. ¿Es indicado no tener en cuenta la legitimidad de ciertas causas considerando que los Estados pueden haber sido determinados a obrar por motivos menos legítimos? Generalmente, no. En tanto que los teólogos se interesan preponderantemente por las intenciones, los juristas internacionalistas fundan generalmente sus evaluaciones sobre elementos de hecho.

El quinto criterio — a saber, el recurso último — exige que el Estado no haga uso de la fuerza más que después de haber agotado todas las posibilidades útiles para una solución pacífica del conflicto. Se rechaza una interpretación restrictiva que, por ejemplo, volviese inadecuada una legítima defensa anticipada. Por el contrario, se adelanta ya la tesis de que el « último recurso » no exige que los estados hayan agotado todas las posibilidades de solución; requiere solamente que hayan buscado aquellas que fuesen susceptibles de dar resultado ineficaz, no se exige esperar a recibir el primer golpe.

El sexto criterio — a saber, la posibilidad de éxito — se destina a prevenir el recurso a la fuerza irracional o desesperado. La mejor interpretación de este criterio, es aquella en la que las posibilidades de éxito se calculan teniendo en cuenta a la vez el valor que se quiere proteger y los daños que resultarían de la persecución del objetivo legítimo. Es un principio de elección racional.

El último de los criterios del *ius ad bellum* es la proporcionalidad. Es propio del derecho internacional moderno e implica que incluso una reacción justa frente a una acción ilegítima, debe ser proporcionada al valor que se debe proteger. Ha de subrayarse que la doctrina de la guerra justa saca a la luz la dimensión moral de este concepto, rechazando el análisis de probabilidad puramente estadística en favor de factores como la parte de dignidad perdida por la comunidad mundial cuando los seres humanos sufren.

Los dos últimos criterios de la doctrina de la guerra justa — proporcionalidad y discriminación — conciernen a la conducción de la guerra, es decir, *alius in bello*. Los dos hacen progresar en el mismo sentido las diferencias seculares que se encuentran en el derecho de los conflictos armados.

En definitiva, al valor de la doctrina de la guerra justa deriva de que constituye un conjunto de criterios morales que puede servir como modelo de interpretación en la aplicación del derecho internacional.

Ello nos conduce a reflexionar sobre los principios en que se basa el derecho internacional y, consecuentemente, a rechazar el positivismo que favorece el estancamiento más que la evolución del derecho.

En este sentido, se trata de una doctrina que llama a una reflexión atenta por parte de los políticos, de los hombres de ciencia y de los juristas, así como de los oficiales de las fuerzas armadas.